



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction de la gestion des carrières et de la
rémunération**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDCAR/2018-428

07/06/2018

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 14

Objet : Appel à candidatures: 14 postes dans le 2ème cercle.

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Agence française pour la biodiversité (AFB) :

- 1 poste de chargé d'études juridiques (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 1^{er} juillet 2018.

- 1 poste de chargé de mission « Appui à la gestion de programmes de financement » (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 30 juin 2018.

- 1 poste de chef de projet « Mobilisation de la société civile » (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel) à Vincennes (94).

Date limite de candidature : 3 juillet 2018.

Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) :

- 1 poste de chef de projet en toxicocinétique (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

- 1 poste de référent scientifique dans le domaine de la toxicologie et de la microbiologie (H/F) (titulaire de catégorie A+ ou agent contractuel de catégorie 1) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

- 1 poste de chargé de projet base de données au sein du service des systèmes d'information des produits réglementés (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

- 1 poste de coordonnateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés aux agents physiques (H/F) (titulaire de catégorie A ou agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 25 juin 2018.

- 1 poste d'évaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

- 1 poste de chargé de projet de recherches – biocides (H/F) (agent contractuel de catégorie 2) à Fougères (35).

Date limite de candidature : 25 juin 2018.

- 1 poste de technicien en gestion des AMM (H/F) (agent contractuel de catégorie 3) à Maisons-Alfort (94).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

Agence de services et de paiement (ASP) :

- 1 poste de secrétaire de direction (H/F) (titulaire de catégorie B) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 22 juin 2018.

Conservatoire du littoral :

- 1 poste de délégué adjoint (H/F) pour les Rivages français d'Amérique (titulaire de catégorie A ou A+ ou agent contractuel) à Basse-Terre (Guadeloupe).

Date limite de candidature : 6 juillet 2018.

FranceAgriMer (FAM) :

- 1 poste de chef du service Communication (H/F) (titulaire de catégorie A) à Montreuil (93).

Date limite de candidature : 29 juin 2018.

Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) :

- 1 poste de technicien informatique (H/F) (titulaire de catégorie B) à Toulouse (31).

Date limite de candidature : 2 juillet 2018.

L'adjoint à la la sous-directrice de la gestion
des carrières et de la rémunération

Emmanuel BOUYER

Ministère de la Transition Ecologique et Solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

| | |
|--------------------------------------|---|
| Classification : | Catégorie A |
| Fonction : | Chargé d'études juridiques (h/f) |
| Affectation : | Secrétariat général - Département ressources humaines – mission expertise juridique |
| Positionnement hiérarchique : | Sous la responsabilité du responsable de la mission |
| Résidence administrative : | Vincennes (94) |
| Conditions d'emploi : | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du ministère de l'Environnement, de l'Énergie et de la Mer qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une mission communication et d'un secrétariat général.

Description du poste

Mission :

Apporter un appui juridique aux différents services du département des ressources humaines, sous l'autorité du responsable de la mission expertise juridique.

Activités principales :

- Informer et conseiller le département des ressources humaines sur toutes les questions juridiques liées aux ressources humaines ;
- Assurer la sécurité juridique des actes administratifs rédigés par le département des ressources humaines (contrats de détachement de titulaires, contrats à durée déterminée de droit public, notes de services, décisions individuelles, paie, etc.) ;
- Participer à l'élaboration et le suivi de la veille juridique dynamique en matière de droit de la fonction publique, droit du travail (hygiène et sécurité, contrats de travail temporaire), droit des finances publiques (prisme RH) et droit de la sécurité sociale, ainsi que la diffusion de l'information auprès du département ;

- Apporter un appui à la gestion des procédures contentieuses en matière de ressources humaines en :
 - instruisant des recours administratifs,
 - rédigeant des mémoires en défense dans le cadre des recours contentieux devant les juridictions administratives
 - suivant les décisions de justice et leurs applications ;
- Conduire les procédures disciplinaires engagées à l'encontre des agents de l'établissement ;
- Apporter un appui réglementaire à l'organisation des élections professionnelles.

Relations liées au poste

Relations internes

Agents du département des ressources humaines
Secrétariat général
Directions du siège
Directions (inter)régionales
Chargés de gestion des ressources humaines

Relations externes

Ministère de la transition écologique et solidaire
Direction générale de l'administration et de la fonction publique
Juridiction

Profil recherché

Fonctionnaire de catégorie A disposant de très bonnes connaissances en droit administratif.
Expérience dans des fonctions similaires souhaitée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Maîtrise des fondamentaux du droit administratif et du droit de la fonction publique
- Connaissance des procédures de règlement des litiges
- Connaissance des méthodes et outils de pédagogie

Savoir-faire opérationnel

- Maîtriser l'analyse et la rédaction juridique
- Rechercher, identifier, exploiter et synthétiser les informations
- Tenir les délais procéduraux
- Travailler en équipe
- Tenir compte des contraintes

Savoir-être professionnel

- Discrétion professionnelle
- Méthode et organisation
- Autonomie
- Sens de la confidentialité

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DRH/JUR/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 1 juillet 2018

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

| | |
|--------------------------------------|--|
| Classification : | Catégorie A |
| Fonction : | Chargé de mission « Appui à la gestion de programmes de financement » (h/f) |
| Affectation : | Direction de l'appui aux politiques publiques Département des stratégies nationales, européennes et internationales Service « Partenariats et programmes nationaux » |
| Positionnement hiérarchique : | Sous la responsabilité du Chef du service |
| Résidence administrative : | Vincennes (94) |
| Conditions d'emploi : | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

Le département des stratégies nationales, européennes et internationales, et en son sein le service des programmes et partenariats nationaux, sont chargés de coordonner l'action de l'établissement sur différents programmes de financement. C'est notamment ce service qui assure la mise en œuvre administrative et financière du plan Ecophyto II (41 M€ par an) pour lequel l'AFB est mandaté, ainsi que celui qui concerne les Atlas de la biodiversité communale (ABC) ou le programme « Mon projet pour la planète ».

Description du poste

Mission :

1 - Gérer les programmes de financement dont le DSNEI (et en particulier le SPPN) a la charge, en assurant le suivi administratif et financier de ces programmes. La majeure partie de son temps sera consacrée au programme Ecophyto II (environ 75 %), le reste étant partagé entre les différents autres programmes du DSNEI.

Cette mission sera menée en lien fort et en appui des chargé-e-s de mission responsables de la conduite stratégique des programmes concernés ainsi qu'avec les agents de la Mission Programme et Partenariats de la Direction de l'Appui aux Politiques Publiques.

2 - Coordonner :

- Le suivi budgétaire et financier des programmes (programmation budgétaire, contrôle de gestion, analyse et rapportage...);
- Le suivi du processus de conventionnement ;
- La préparation des réunions internes et de gouvernance à l'Agence (commission des interventions, conseil d'administration...);
- Les échanges avec les partenaires extérieurs sur les missions qui le-la concernent (dont le Ministère en charge de la biodiversité).

Activités principales :

Suivre le budget et contrôle de gestion :

- Préparer des budgets prévisionnels, initiaux et rectificatifs ;
- Suivre la consommation budgétaire, notamment afin d'exercer un rôle d'alerte interne ;
- Préparer des documents sur ces points pour la Commission des Interventions et le Conseil, d'administration de l'AFB (dont les fiches de description des projets et les tableaux financiers) ;
- Tenir des tableaux de bord et des indicateurs de suivi ;
- Proposer et mettre en œuvre un suivi analytique des opérations, dont tout tableau de bord ;
- Suivre les outils de gestion et proposer une amélioration de ces outils ;
- Produire le rapport annuel d'activités du service et les bilans réguliers sur les sujets concernés par le poste ;
- Suivre et vérifier les bases de données financières et juridiques.

Conventionnement :

- Echanger avec les bénéficiaires pour la rédaction des conventions, sur la base de modèles existants ;
 - Suivre l'exécution des contrats ;
 - Réceptionner et traiter les livrables et demandes de paiements ;
 - Actualiser le règlement d'attribution des aides Ecophyto, en lien avec les règles de l'AFB ;
 - Préparer les commissions des interventions et les conseils d'administration de l'AFB ;
 - Suivre le processus de conventionnement, notamment afin d'exercer un rôle d'alerte interne.
- Nota : sur l'activité de conventionnement, le Chargé de mission pourra être responsable de certains dossiers des autres services du département SNEI, en fonction de la charge de travail et des actualités.

Mission transversale :

- Contribuer aux activités de la DAPP dans son domaine de compétence, notamment en participant à l'élaboration de procédures efficaces et à leur mise en œuvre.

Relations liées au poste

Relations internes

- Chargés de mission en charge des programmes de financement au sein du DSNEI, et plus particulièrement la responsable du programme Ecophyto II,
- Mission Programmation et Partenariats de la Direction de l'Appui aux Politiques Publiques,
- Secrétariat général.

Relations externes

- MTES/DGALN/DEB (notamment en tant que co-pilote du plan Ecophyto II)
- MAA/DGAL sur Ecophyto II,
- Partenaires des programmes
- Porteurs de projets financés

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Gestion administrative et budgétaire au sein d'établissements publics,
- Contrôle de gestion et analyse financière,
- Gestion et amélioration de procédures financières et administratives des établissements publics.

Savoir-faire opérationnel

- Développer et maintenir des relations professionnelles avec des acteurs diversifiés
- Proposer des solutions et préparer la décision,
- Analyser des informations et des données budgétaires,
- Rédiger des comptes rendus, des synthèses, des analyses
- Maîtriser l'outil informatique

Savoir-être professionnel

- A l'écoute
- Autonome
- Dynamique
- Rigoureux
- Sens du travail en équipe
- Sociable

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/AGPF/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 30 juin 2018

Ministère de la Transition écologique et solidaire
Agence française pour la biodiversité (AFB)

AVIS DE VACANCE DE POSTE

A pourvoir exclusivement par un fonctionnaire ou par un agent titulaire d'un CDI du quasi-statut de certains établissements de l'environnement

| | |
|--------------------------------------|--|
| Classification : | Catégorie A |
| Fonction : | Chef de projet « Mobilisation de la société civile » (h/f) |
| Affectation : | Direction appui aux politiques publiques – Département des stratégies nationales, européennes et internationales |
| Positionnement hiérarchique : | Sous la responsabilité du chef de département |
| Résidence administrative : | Vincennes (94) |
| Conditions d'emploi : | Emploi permanent à pourvoir à temps complet |

Description de l'emploi

Contexte :

L'Agence française pour la biodiversité créée le 1^{er} janvier 2017 est un établissement public du Ministère de la Transition écologique et solidaire qui exerce des missions d'appui à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de la connaissance, la préservation, la gestion et la restauration de la biodiversité des milieux terrestres, aquatiques et marins.

Elle vient en appui aux acteurs publics mais travaille également en partenariat étroit avec les acteurs socio-économiques. Elle a aussi vocation à aller à la rencontre du public pour mobiliser les citoyens en faveur de la biodiversité.

Issue du regroupement de l'Agence des aires marines protégées, de l'Atelier technique des espaces naturels, de l'Office national de l'eau et des milieux aquatiques et de Parcs nationaux de France, l'Agence française pour la biodiversité est composée de 1 200 agents répartis sur l'ensemble du territoire français en métropole et outre-mer.

Les nombreuses missions confiées à l'Agence s'articulent, au plus près des territoires, au sein de 4 directions métiers, d'une direction communication et d'un secrétariat général.

La direction de l'Appui aux politiques publiques apporte un appui à la conception, l'animation et l'évaluation des politiques publiques de la biodiversité, de l'eau et des milieux marins. Son action porte sur la connaissance, la surveillance, la gestion et la diffusion des données, l'appui à l'élaboration et au suivi des politiques publiques et de stratégies telles que la SNB, la protection et la gestion des milieux marins et l'action internationale.

Au sein de cette direction, le département des stratégies nationales, européennes et internationales coordonne l'appui au Ministère de la transition écologique et solidaire pour l'élaboration, l'animation et la révision des stratégies et politiques de biodiversité d'envergure nationale, européenne et internationale. Il agit avec les acteurs (associatifs, économiques, territoriaux), en développant des partenariats structurants, en animant des réseaux et en finançant des programmes d'action pour une meilleure intégration de la biodiversité dans toutes les composantes des activités socio-économiques.

L'année 2020 sera un point d'orgue national et international pour l'action en faveur de la biodiversité. Echéance fixée pour le plan stratégique de la CDB et les objectifs d'Aichi, comme pour la stratégie européenne et pour la stratégie nationale pour la biodiversité, l'occasion sera donnée aux Etats et à l'ensemble de la société de faire le bilan de leurs engagements et de renouveler l'ambition de l'action

en faveur de la biodiversité. La séquence 2018 – 2020, concrétisée dans le futur « Plan Biodiversité » de la France, constitue une formidable opportunité pour faire monter le sujet dans la société, comme cela a été le cas pour le climat, initier un changement de culture et susciter le développement d'une conscience environnementale chez nos concitoyens.

Par ailleurs, la France a présenté sa candidature pour organiser le Congrès mondial de la nature de l'UICN 2020 à Marseille. Une équipe projet sera constituée pour porter cette candidature et s'étoffera progressivement afin d'organiser le Congrès en lien étroit avec l'UICN. Elle comprendra, un Secrétaire général et plusieurs conseillers placés auprès de lui notamment dans les domaines suivants : logistique événementielle, communication-mécénat et mobilisation de la société civile internationale, nationale et locale. Des équipes seront constituées, petit à petit, auprès de chacun de ces conseillers. La mobilisation de la société civile constitue un enjeu essentiel dans l'organisation du Congrès.

A la demande du Ministère de la transition écologique et solidaire, l'Agence Française pour la Biodiversité est responsable de la mobilisation de la société civile en France en vue de l'organisation du congrès mondial de la nature par l'UICN à Marseille en 2020, au sein de cette équipe projet, et dans le cadre de la séquence 2018-2020 décrite plus haut.

Par société civile, il est entendu l'ensemble de la société (hors Etat), dans toutes ses composantes : collectivités, entreprises, associations, citoyens, chercheurs, etc.

Description du poste

Mission :

Etre responsable de la mobilisation de la société civile dans la perspective du congrès mondial de l'UICN :

- faire converger les initiatives existantes de mobilisation de la société civile dans la perspective du congrès de 2018 à 2020 et assurer la pérennité de ces initiatives post 2020 lorsque nécessaire ;
- identifier les lacunes en matière de mobilisation et les combler ;
- assurer la programmation des contenus pour l'espace génération nature du congrès UICN ;
- faire le lien avec les dynamiques internationales permettant d'assurer la visibilité des actions françaises à l'international et leur prise d'ampleur dans un cadre plus large ;
- coordonner la participation de l'AFB à cette dynamique et l'implication des équipes en mode projet.

Travailler pour cela en étroite collaboration avec les équipes du MTES en charge de l'organisation du congrès. Etre membre de l'équipe projet et coordonner les activités de cette équipe en matière de mobilisation de la société civile.

Par ailleurs, être chargé de coordonner les partenariats associatifs de l'AFB au niveau national. Contribuer au lancement et à l'animation du dispositif d'engagement des acteurs au titre de la Stratégie nationale pour la biodiversité. Le temps consacré à ces deux missions sera dépendant du plan de charge sur la mission principale.

Activités principales :

- Assurer l'interface entre l'AFB et le secrétariat général en charge de l'organisation du congrès UICN

Participer à l'équipe projet en charge de l'organisation pour la France du congrès de la nature de l'UICN:

- Représenter l'AFB dans les réunions de l'équipe projet, assurer le lien avec les équipes de l'AFB d'une part et avec les équipes du MTES d'autre part ;
- Coordonner les autres personnes de l'équipe projet travaillant sur les questions de mobilisation de la société civile ;
- Assurer les relations avec le comité français de l'UICN sur les sujets dont il aura la responsabilité.

Concevoir la programmation de l'espace génération nature, en lien avec les équipes logistique et communication :

- Associer l'ensemble des parties prenantes à la programmation ;
- Prendre en compte les contraintes logistiques ;
- Proposer des animations et des formats innovants pour assurer la réussite de l'évènement.

Assurer la mobilisation de la société civile d'ici à 2020 et en post 2020 afin d'alimenter un « agenda de l'action » :

- Identifier les initiatives qui pourront contribuer à la mobilisation de la société civile, les accompagner et assurer leur bonne visibilité ;
- Proposer des actions complémentaires pour les publics qui seraient peu couverts par des initiatives existantes ;

- Monter des partenariats avec les principaux acteurs ;
- Contribuer à la stratégie et aux dispositifs de communication associés à la séquence 2018- 2020 ;
- Articuler cette mobilisation avec les cadres et dynamiques internationaux (Global partnership for biodiversity, coalition of the willing, etc.) ;
- Contribuer à la construction de la stratégie de l'AFB et de la France en matière de mobilisation de la société civile après 2020 sur les questions de biodiversité.

• Contribuer à la mobilisation des acteurs par des actions propres à l'AFB

Coordonner les partenariats associatifs de l'AFB au niveau national, sous le pilotage fonctionnel du chef de service Programme et partenariats nationaux :

- Entretenir des relations de confiance avec les principaux partenaires associatifs et représenter l'AFB dans les événements qu'ils organisent ;
- Gérer les crédits de partenariats de manière proactive et stratégique ;
- Impulser des dynamiques collectives au sein du tissu associatif pour contribuer aux objectifs de l'AFB ;
- Elaborer et suivre les conventions de subventions ou les autres formes de partenariat le cas échéant (partenariat public-public par exemple).

Contribuer à la mise en place et à l'animation des dispositifs d'engagement des acteurs au titre de la Stratégie Nationale pour la Biodiversité, sous le pilotage fonctionnel du chef de service Appui aux stratégies nationales.

Relations liées au poste

Relations internes

- DICOMOB – Service de la mobilisation citoyenne – Pilotage fonctionnel pour la partie « citoyens »
- DSNEI/PPN – pour la mission « associations »
- DSNEI/ASN – pour la mission « engagements SNB », dont l'initiative pour des territoires engagés pour la biodiversité
- DSNEI/AEI – Négociations internationales et COP15 de la CDB
- DPNNMPT/DPT – partenariats dans les territoires, y compris outre-mer, PNM, parcs nationaux
- SG/DFCL – services juridiques, comptables et financiers

Relations externes

- MTES/DEB et MTES/Secrétariat général de l'organisation du congrès (équipe projet)
- Acteurs de la société civile (associations, fédérations d'entreprises, têtes de réseau des collectivités, associations de mobilisation citoyenne)
- Associations de protection de la nature (HetB, LPO, Surfrider, WWF, FNE, etc.) et en particulier comité français de l'UICN

Profil recherché

Niveau Bac+5

Première expérience souhaitée dans la gestion de projets complexes événementiels

Expérience au sein d'une association bienvenue

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Politiques nationales et internationales de biodiversité
- Stratégie nationale pour la biodiversité
- Rôle des associations en matière de protection de la nature
- Implication des entreprises en matière de biodiversité
- Méthodes innovantes de participation et de mobilisation des acteurs et des citoyens

Savoir-faire opérationnel

- Gérer des projets complexes, en lien avec de nombreux partenaires
- Animer un collectif de partenaires, organiser les réunions, capitaliser
- Proposer des solutions et les argumenter
- Identifier les risques et les opportunités sur un projet
- Arbitrer et prendre des décisions
- Travailler en mode projet et tenir les échéances
- Conventionner avec des partenaires selon les règles d'un établissement public

Savoir-être professionnel

- Très bon relationnel

- Etre organisé et rigoureux
- Dynamisme et pragmatisme
- Etre un défricheur, reconnu pour ses qualités d'innovation

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (CV détaillé et lettre de motivation) sous la référence **DAPP/CIVILE/F** par courriel à recrutement@afbiodiversite.fr

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 3 juillet 2018

| | |
|--------------------|---|
| Poste à pourvoir | Chef de projet en toxicocinétique (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+ |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation |
| Localisation | Maisons-Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | <i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i> |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Direction de l'évaluation des risques (DER)
Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC)

Entité recruteuse

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'Unité d'évaluation des substances chimiques (UESC) effectue une expertise sur les dangers des substances actives non biocides non phytopharmaceutiques, incluant notamment la forme nanoparticulaire, les effets de perturbation endocrinienne, etc. L'unité élabore les dossiers scientifiques proposés par la France dans le cadre de la mise en œuvre des Règlements européens REACH (règlement (UE) n°1907/2006) et CLP (règlement (CE) n°1272/2008). L'UESC a en charge l'élaboration de valeurs sanitaires de référence (VTR, VLEP, IBE, VGAI...) et réalise également des travaux d'expertise sur les risques liés aux produits de consommation. Elle contribue enfin à la mise en œuvre de la substitution des substances dangereuses. L'unité est enfin largement impliquée dans des projets nationaux et européens (HBM4EU, projets ANR, H2020...). Pour toutes ces missions, l'UESC s'appuie sur différents collectifs d'experts spécialisés. L'unité est constituée de 25 agents.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Des travaux d'expertise en évaluation des dangers ou/et des risques conduits par l'unité UESC font appel à la modélisation de données issues des études publiées dans la littérature scientifique ou communiquées par des industriels dans les dossiers soumis à instruction dans le cadre des procédures prévues par les règlements REACH et CLP. Certaines de ces données décrivent le profil cinétique de la substance dans l'organisme (animal et/ou Homme). Elles peuvent être représentées à l'aide de modèles toxicocinétiques et/ou de modèles pharmacocinétiques à base physiologique (PBPK).

Activités Sous l'autorité du chef d'unité, le chef de projet aura pour mission d'évaluer la qualité et la robustesse des modèles toxicocinétiques et/ou modèles PB-PK disponibles pour évaluer les substances chimiques inscrites au programme de travail de l'unité. Il sera chargé le cas échéant d'adapter ces modèles en vue de mieux répondre aux questions posées dans le cadre des expertises.

A ce titre, l'agent devra, en respectant les délais d'instruction des demandes d'expertise :

- Analyser les études de toxico/pharmacocinétiques (profil ADME) disponibles dans la littérature scientifique pour la substance chimique étudiée
- Evaluer/estimer les principaux paramètres cinétiques de cette substance sur la base des données disponibles (coefficient de partage, biodisponibilité, volume de distribution, demi-vie, fraction métabolique...)
- Rechercher et évaluer les modèles toxicocinétiques et PB-PK disponibles dans la littérature sur la substance étudiée (structure du modèle, capacité prédictive du modèle, analyse d'incertitude ...)
- Adapter au besoin le modèle aux problématiques de l'expertise
- Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplôme requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (pharmacocinétique ou toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie. Un doctorat de 3^e cycle en sciences serait un plus.

Expériences similaires

- Senior expérimenté pouvant justifier d'une expérience réussie d'une dizaine d'années dans le domaine de l'évaluation des risques des substances chimiques.
- Expérience avérée dans la participation / contribution scientifique à des projets ou des expertises scientifiques, au niveau national ou européen.

Compétences

- Connaissances approfondies dans le domaine de la pharmaco/toxicocinétique des substances chimiques
- Bonne expertise en PBPK/PD individuel et de population,
- Compétences en modélisation toxicocinétique et PB-PK/PD
- Maîtrise de logiciels et applications de modélisation et de simulation (par exemple MatLab, Berkeley-Madonna, ACSL, BMD de l'US-EPA, R ou applications comparables)
- Connaissances des tests de toxicité réalisés selon les lignes directrices OCDE
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse avérées et aptitudes à la communication orale.
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Anglais scientifique et technique (écrit et oral) courant

Des connaissances réglementaires dans le domaine des substances chimiques (REACH, CLP) seraient un plus.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 juin 2018

Renseignements sur le poste : Christophe ROUSSELLE (christophe.rouselle@anses.fr).

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-65 à recrutement@anses.fr**

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Référent scientifique dans le domaine de la toxicologie et de la microbiologie (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 1 ou agent titulaire de catégorie A+ |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation |
| Localisation | Maisons Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction Evaluation des Produits Réglementés
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

Missions / contexte

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence.

L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 26 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Sous l'autorité du chef d'unité, le référent scientifique est notamment en charge de :

Missions

- Participer à la formation et l'organisation fonctionnelle du travail des évaluateurs pour la section toxicologie en lien avec les autres référents.
- Réaliser et valider les produits d'expertise dans le domaine de l'évaluation des risques en toxicologie et de la microbiologie, pour ce qui concerne les dossiers d'approbation des substances actives, les demandes d'AMM des produits, les saisines de l'Agence.
- Contribuer à l'évolution des méthodologies d'évaluation et de la réglementation en renforçant la position de l'Agence au niveau national et européen.
- Analyser et critiquer les données proposées en fonction de l'état actuel des connaissances scientifiques et des documents guides européens existants.
- Etablir sur cette base un rapport de synthèse en français ou en anglais
- Respecter les délais de l'évaluation.
- Contribuer à la préparation des conclusions de l'évaluation des dossiers de demande d'AMM.
- Présenter ses analyses au cours de réunions internes, auprès des collectifs d'experts de l'Anses, ou dans le cadre des groupes d'experts européens.
- Valider certaines des évaluations conduites au sein de l'unité ETPR.

Activités

- Représenter l'unité ETPR dans des réunions internes ou externes.
- Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et sollicitations adressées à la DEPR.
- Piloter ou participer à des travaux partenariaux nationaux ou européens dans son champ de compétence.
- Piloter ou participer aux travaux scientifiques visant à proposer et mettre en œuvre des évolutions scientifiques et réglementaires au niveau national et européen.
- Contribuer à l'animation scientifique (veille, transfert de connaissances, ...) de l'équipe de l'unité ETPR, par exemple sur une ou quelques thématiques d'intérêt pour les activités de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8

MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie. Spécialité en microbiologie serait souhaitable

Expériences similaires

- Expérience professionnelle d'au moins 5 ans dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maîtrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur)
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides souhaitées
- Qualités rédactionnelles
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, en particulier en toxicologie / microbiologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro développement et utilisation de modèles d'exposition)
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 juin 2018

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-064 à :**
recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Chargé de projet base de données au sein du service des systèmes d'information des produits réglementés (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A |
| Type de contrat | Contrat à durée indéterminée, détachement, affectation |
| Localisation | Maisons-Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Service des systèmes d'information des produits réglementés

Missions

Sous la direction de la directrice générale délégué aux produits réglementés, le service des systèmes d'information des produits réglementés (SSIPR) assure les différentes missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage au profit de l'ensemble des entités impliquées dans le champ des produits réglementés afin qu'elles disposent des systèmes d'information performants permettant à l'Anses d'atteindre ses objectifs stratégiques. Le SSIPR est en charge de la définition et de la mise en œuvre de la stratégie d'évolution du SIPR.

Le SSIPR assure le pilotage des projets SI, la continuité de fonctionnement et le support utilisateur sur l'ensemble du parc applicatif des produits réglementés.

La DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les risques liés aux intrants du végétal (produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de cultures, substances actives) et les produits biocides, avant la délivrance par l'ANSES des autorisations de mise sur le marché.

La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM.

Les activités dans le champ des intrants du végétal et biocides reposent sur des systèmes d'information complexes.

La maîtrise d'œuvre des systèmes d'information et le pilotage des prestataires informatiques sont assurés par la Direction Technique et Informatique (DTI).

Contexte

Le SSIPR a prévu de mettre en place des actions de correction, de complétude et de mise sous contrôle des données de l'application TOP (Traçabilité et Optimisation des Processus) nécessaires à un pilotage rigoureux de l'activité d'évaluation et de gestion des demandes d'autorisation de mise sur le marché des intrants du végétal.

DESCRIPTION DU POSTE

- Missions** Sous la responsabilité du chef du SSIPR (Service des systèmes d'information des produits réglementés), le chargé de projet base de données aura pour missions principales :
- La prise en charge des travaux relatifs à l'analyse, la correction et la complétude de données nécessaires au bon fonctionnement de l'activité d'évaluation et de gestion des demandes d'autorisation de mise sur le marché des intrants du végétal ;
 - La définition et la mise en œuvre des actions relatives aux tâches de data-management pour les différents champs des produits réglementés ;
- 1/ Analyse, correction et complétude de données :
En collaboration avec le chargé de projet « Fiabilisation des données de l'application TOP », le chargé de projet base de données assurera les actions suivantes :
- Identifier les données incohérentes ou manquantes suivant des règles définies
 - Analyser et restituer de manière synthétique les cas problématiques et définir les plans d'action
 - Compléter les données via une récupération d'informations à partir des sources externes (Excel).
 - Construire les fichiers de reprise selon des formats appropriés.
 - Saisir et importer les données dans l'application TOP.
- Activités** 2/ Data Management
Le chargé de projet base de données aura aussi pour missions l'élaboration et la mise en œuvre des procédures relatives aux tâches de data-management :
- Développer la transversalité, la mutualisation et le partage des données afin de favoriser l'amélioration de la connaissance et la performance des processus internes.
 - Évaluer la qualité des données et en restituer les résultats
 - Organiser et faciliter l'accès aux données
 - Participer aux opérations d'administration, de modélisation et d'architecture de données
 - Faire des recommandations sur les bases de données (à consolider, modifier, rapatrier, externaliser, internaliser, etc.)
- Conditions particulières** Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 4 (maîtrise en statistique, informatique décisionnelle, data manager) avec une forte inclination aux outils informatiques de gestion et d'analyse de données ;
BAC + 3 minimum

Expériences similaires

- Une expérience significative dans la manipulation et le traitement en masse de données est requise
- Une expérience dans la gestion de la qualité de données est souhaitée
- Une expérience dans le domaine des produits phytopharmaceutiques serait un plus

Compétences

- Connaissance informatique des outils de gestion des bases de données (Access, Macro Excel, Oracle, etc.)
- Expérience dans le Data Management
- Connaissance du langage de requêtes de type SQL
- Connaissances du logiciel Business Object et de l'ETL Talend sont un plus
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Facilité à travailler en mode projet et en équipe.
- Rigueur et esprit critique

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 juin 2018

Renseignements sur le poste : Hamid AISSAT (hamid.aissat@anses.fr - 01 56 29 16 00)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-062 à :**
recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|---|
| Poste à pourvoir | Coordonnateur d'expertise scientifique en évaluation des risques liés aux agents physiques (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A |
| Type de contrat | Contrat à durée déterminée de droit public d'une durée de 24 mois |
| Localisation | Maisons-Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Direction de l'évaluation des risques (DER)

Unité d'évaluation des risques liés aux agents physiques (UERAP)

Entité recruteuse

La direction de l'évaluation des risques (DER) assure l'ensemble des missions d'évaluation dans le domaine des bénéfices et des risques nutritionnels et sanitaires liés à l'alimentation, des risques liés à la santé-environnement, des risques liés à la santé au travail, des risques liés à la santé, à l'alimentation et au bien-être des animaux, et des risques liés à la santé des végétaux. Elle fait appel à des comités d'experts spécialisés (CES) et autres collectifs d'experts constitués auprès de l'Agence en coordonnant leurs travaux. Elle fait également appel aux compétences scientifiques de ses personnels, et travaille en liaison avec les autres entités de l'Agence. Dans son domaine de compétence, elle assure certaines missions d'alerte et de vigilance, organise les études et enquêtes nécessaires à la collecte des données utiles à ses travaux d'expertise, gère les observatoires et bases de données qui y sont associés et mène à bien les développements méthodologiques nécessaires à l'accomplissement de ses missions.

Missions / contexte

L'unité UERAP est chargée d'évaluer les risques sanitaires liés à l'exposition à des agents physiques et au développement de nouvelles technologies. Son domaine d'activité comprend notamment les effets sur la santé liés à l'exposition aux rayonnements non ionisants (champs électromagnétiques basses fréquences, radiofréquences, rayonnements optiques et ultraviolets notamment), aux nanomatériaux, au bruit, à la météorologie... Elle assure à cet égard la coordination scientifique du Comité d'experts spécialisés (CES) « Évaluation des risques liés aux agents physiques, aux nouvelles technologies et aux grands aménagements » ainsi que de plusieurs groupes de travail composés d'experts indépendants qui assistent l'agence dans la mise en œuvre de ses missions d'expertise.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du chef d'unité, le coordonnateur d'expertise scientifique a pour mission d'assurer la préparation et le suivi d'expertises collectives et des produits qui en sont issus, dans le domaine de l'évaluation des risques liés aux agents physiques et aux nouvelles technologies.

À ce titre, il participe à la coordination des travaux d'expertise et réalise des appuis scientifiques et techniques, en s'impliquant, dans les différentes phases de la réponse aux saisines/autosaisines prises en charge par l'unité.

Il met ainsi en œuvre les principes de l'expertise collective à l'Agence, dans le respect des procédures en place et des principes déontologiques. Il veille à la qualité des travaux d'expertise, par la mobilisation des experts dans les domaines d'expertise de l'unité, en favorisant les débats et l'expression le cas échéant d'une pluralité de positions scientifiques.

Il contribue également aux travaux de l'unité par ses connaissances dans son domaine de compétences.

Il est par ailleurs en contact avec ses interlocuteurs au sein des directions d'administration centrale, tutelles de l'Agence.

Activités

Dans le cadre de ses missions, il est en particulier attendu :

- une veille scientifique et contextuelle dans un ou des domaines d'activités de l'unité ;
- la recherche de compétences et la participation aux sélections des collectifs d'experts ;
- l'exploration du contexte scientifique, social et réglementaire des saisines ;
- la rédaction du cadrage de l'expertise et la contractualisation avec le(s) demandeur(s) ;
- la planification, l'organisation et l'animation de collectifs d'experts, en lien avec le CES ;
- la participation à la définition de la méthodologie d'expertise ;
- la synthèse auprès du CES de l'avancement des travaux d'expertise ;
- une participation à la rédaction des travaux d'expertise, rapports et avis ;
- une contribution à la valorisation des travaux : publication des travaux sur le site internet de l'Agence, présentations en interne et en externe ;
- une interaction avec les différentes parties prenantes dans les domaines d'activité de l'unité.

Conditions particulières

Le titulaire de ce poste est soumis à une déclaration publique d'intérêts*

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Docteur, IGS, ingénieur en sciences ou BAC + 5 en sciences (physico-chimie, santé-environnement, santé-travail, ...) - Minimum Bac+3

Expériences similaires

- Expérience dans le suivi de projets d'études ou d'expertises scientifiques.
- La connaissance des risques liés aux rayonnements non ionisants, en particulier les champs électromagnétiques basses fréquences et radiofréquences, serait appréciée.

Compétences

- Compétences scientifiques et techniques en évaluation des risques sanitaires.
- Connaissances solides en physique, sciences du vivant ou santé-environnement.
- Capacités rédactionnelles, d'analyse et de synthèse avérées et aptitudes à la communication orale.
- Fortes aptitudes organisationnelles et relationnelles.
- Connaissances des institutions dans le périmètre d'intervention.
- Bonne maîtrise de l'anglais.
- Maîtrise des différentes formes de communication scientifique.
- Capacités à travailler en équipe.
- Sens des responsabilités, autonomie et rigueur.
- Compétences en matière de d'animation de groupe et pilotage en mode projet.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 juin 2018

Renseignements sur le poste : Olivier MERCKEL (olivier.merckel@anses.fr), Chef d'unité.

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + CV) **en indiquant la référence 2018-066 à recrutement@anses.fr**

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Evaluateur scientifique et technique dans le cadre de l'évaluation des dossiers d'AMM dans le domaine de la toxicologie (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 |
| Type de contrat | Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois |
| Localisation | Maisons Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse Direction Evaluation des Produits Réglementés
Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés

La Direction Evaluation des Produits Réglementés (DEPR) met en œuvre les actions de l'Anses en matière d'évaluation des risques pour l'homme, l'animal ou l'environnement, et de l'efficacité pour : les substances actives et produits phytopharmaceutiques, les substances actives et produits biocides, les fertilisants, supports de culture et produits assimilés. Dans ce champ, la DEPR évalue, selon la réglementation en vigueur, les produits phytopharmaceutiques, les matières fertilisantes, supports de culture, substances actives et produits biocides, avant décision par les pouvoirs publics des autorisations de mise sur le marché. La DEPR traite également, seule ou en transversal avec d'autres directions de l'agence, les sollicitations et saisines adressées à l'Anses, ainsi que les autosaisines.

Missions / contexte La DEPR met en œuvre une expertise scientifique interne, peut faire appel à ses comités d'experts spécialisés (CES) dédiés, aux groupes de travail constitués auprès de l'Anses et travaille en liaison avec les autres directions de l'Agence. L'Unité Evaluation Toxicologie des Produits Réglementés est chargée de l'évaluation des risques pour l'homme des substances actives phytopharmaceutiques et biocides lors de leur demande d'approbation au niveau européen, ainsi que des produits phytosanitaires, biocides et matières fertilisantes et supports de cultures dans le cadre des autorisations de mise sur le marché. L'équipe est composée de 26 agents

DESCRIPTION DU POSTE

Missions Sous l'autorité du chef d'unité, l'évaluateur scientifique et technique est en charge d'assurer l'évaluation scientifique des dossiers d'AMM des produits phytopharmaceutiques, d'adjuvants, de matières fertilisantes et support de culture, des biocides, ainsi que des monographies des substances actives au niveau européen, dans le domaine de la toxicologie et de l'expologie.

A ce titre, l'agent devra :

- Activités**
- Evaluer les données scientifiques spécifiques à la toxicologie et à l'exposition des personnes figurant dans les dossiers de demande d'AMM dans le cadre des procédures européennes et françaises.
 - Analyser les données disponibles dans la littérature scientifique.
 - Rédiger sur cette base un rapport de synthèse en français et/ou en anglais
 - Respecter les délais de l'évaluation.
 - Contribuer à la rédaction des conclusions de l'évaluation de l'Anses.
 - Présenter ses analyses au cours de réunions internes, et auprès des collectifs d'experts.
 - Contribuer, dans son domaine d'activité, à la réponse aux saisines et à des projets scientifiques.

Conditions particulières - Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC + 5 à BAC+ 8 - MASTER II ou DEA (toxicologie), docteur en toxicologie, docteur en médecine vétérinaire, docteur en pharmacie
Minimum bac+3

Expériences similaires

- Expérience professionnelle dans le domaine de la toxicologie des produits chimiques, phytopharmaceutiques ou biocides

Compétences

- Maîtrise du pack office (traitement de texte et de données, tableur).
- Connaissances réglementaires dans le domaine des substances et produits phytopharmaceutiques et biocides souhaitées.
- Qualités rédactionnelles.
- Communiquer couramment en anglais scientifique et technique.
- Avoir des connaissances approfondies dans le domaine de compétence exercé, par exemple en toxicologie / expologie (toxicocinétique, établissement de valeurs de référence, toxicologie des mammifères, toxicologie génétique in vitro, utilisation de modèles d'exposition).
- Esprit critique, rigueur, sens de l'organisation.
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 juin 2018

Renseignements sur le poste : Chaouki ZEROUALA (ahmed-chaouki.zerouala@anses.fr + 01 49 77 21 23)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-061 à** : recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Chargé de projet de recherches - Biocides (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 2 |
| Type de contrat | Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois |
| Localisation | Fougères (35) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire. |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Le laboratoire de Fougères compte une soixantaine d'agents et comprend 4 unités : Analyse des Résidus et Contaminants (ARC), Toxicologie des contaminants (TC), Expérimentation, Modélisation et Analyse de Données (EMAD) et Antibiotiques, Biocides, Résidus et Résistance (AB2R). Il mène des activités de recherche et de référence sur plusieurs types de dangers chimiques et biologiques pouvant affecter la sécurité des aliments et la qualité des aliments. Il détient plusieurs mandats de référence en tant que Laboratoire National de Référence (LNR) pour les résidus de médicaments vétérinaires, Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (LR-UE) pour les résidus d'antibiotiques et de colorants, et LNR pour la résistance aux antibiotiques.

Missions / contexte

L'unité ARC, composée de 12 agents, exerce ses compétences dans le domaine de l'analyse physico-chimique des contaminants organiques appliquée à la sécurité chimique des aliments et à la caractérisation de l'exposition humaine aux résidus issus de l'usage des médicaments vétérinaires et des biocides. Elle assure les activités liées au mandat de Laboratoire de Référence de l'Union Européenne (résidus d'antibiotiques dans les denrées d'origine animale) et de mandat de Laboratoire National de Référence sur les résidus de médicaments vétérinaires.

Ses activités de recherches visent à développer de nouveaux outils d'analyse, notamment des approches non ciblées de type métabolomique pour identifier des marqueurs d'exposition à étudier le devenir de substances chimiques et à contribuer à évaluer les risques liés à l'usage de ces produits.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Sous l'autorité du Chef d'unité, le poste de chargé de projet de recherches aura en charge de développer la thématique scientifique sur les biocides désinfectants pour compléter les connaissances en matière de contamination chimique des denrées alimentaires associée à l'usage de ces produits. Il aura à développer les partenariats scientifiques sur cette thématique au sein de l'agence et avec les partenaires extérieurs

Activités

- Proposer et développer des projets de recherches pour évaluer l'exposition des denrées alimentaires aux biocides désinfectants dans la chaîne alimentaire (sources d'exposition, devenir, quantification/caractérisation),
 - Rechercher les financements et développer les partenariats stratégiques dans ce domaine
 - Répondre aux appels d'offre de programme de recherches.
 - Diriger des projets de recherches nationaux et /ou européens
 - Former par la recherche des étudiants en master et thèses sur cette thématique
 - Développer le partenariat scientifique afin d'étudier la relation entre exposition et évolution des microbiotes avec des équipes de recherches complémentaires
 - Développer la reconnaissance scientifique du laboratoire sur cette thématique par les publications et communications scientifiques sur le sujet au niveau national et international
 - Apporter son soutien à l'évaluation du risque par des activités d'expertises
- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

Conditions particulières

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : Formation ingénieur agro-alimentaire, pharmacien, vétérinaire ou équivalent requis, doctorat en chimie/biochimie - Minimum BAC +3

Expériences similaires

- Expérience appréciée dans le domaine des produits biocides désinfectants
- Expérience indispensable dans le montage et le pilotage de projets de recherches collaboratifs
- Une première expérience de recherche en lien avec l'évaluation des risques sanitaires et des dangers chimiques est souhaitée

Compétences

- Compétences scientifiques et/ ou techniques dans le domaine des sciences analytiques
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Capacité dans le management de projets
- Maîtrise de l'anglais scientifique (communication écrite et orale)
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 25 juin 2018

Renseignements sur le poste : Dominique PESSEL dominique.pessel@anses.fr au 02 99 17 27 42

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-029** à : recrutement@anses.fr

| | |
|--------------------|--|
| Poste à pourvoir | Technicien en gestion des AMM (H/F) |
| Catégorie d'emploi | Agent contractuel de catégorie 3 |
| Type de contrat | Contrat à durée déterminée de droit public de 24 mois |
| Localisation | Maisons Alfort (94) |
| Prise de fonction | Dès que possible |
| Rémunération | <i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i> |

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 132 millions d'euros au budget annuel
- 13 800 avis émis depuis 1999
- 65 mandats de référence nationale
- 6 millions d'euros/an en soutien aux appels à projets de recherche

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse

Direction des autorisations de mise sur le marché (DAMM)
Unité des décisions (UD)

La loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt adoptée en octobre 2014 a confié à l'Anses des missions de délivrance des autorisations de mise sur le marché (AMM) des produits phytopharmaceutiques (PPP), des adjuvants, et des matières fertilisantes et supports de culture (MFSC) transférées à l'Anses depuis juillet 2015. L'Anses s'est vue confier des missions équivalentes assurées par le ministère en charge de l'environnement, en ce qui concerne les produits biocides à compter du 1^{er} juillet 2016.

Missions / contexte

Une direction des AMM (DAMM) a été créée en juillet 2015 pour la mise en œuvre de ces nouvelles missions. La DAMM est chargée d'instruire les décisions d'autorisation, de modification et de retrait de mise sur le marché des produits mentionnés, de mettre en place les activités d'inspection et de contrôle et d'animer le comité de suivi des AMM ; elle comprend une unité d'instruction administrative qui assure la réception et le traitement administratif des dossiers et la préparation des décisions d'ordre administratif, et une unité des décisions qui assure l'instruction des dossiers issus de l'évaluation.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions

Placé sous l'autorité du chef de l'unité en charge des décisions d'AMM, l'agent sera chargé de l'instruction des décisions d'autorisation, de retrait ou de modification des AMM des PPP et des MFSC, sur la base de l'évaluation réalisée par la direction de l'évaluation des produits réglementés, dans le respect des lignes directrices pour la gestion des AMM qui seront adoptées par l'Agence, au sein d'une équipe de plusieurs chargés de dossiers.

Activités

Le technicien en gestion des AMM sera chargé de :

- instruire et rédiger les projets de décisions d'autorisation de mise sur le marché, de modification ou de retrait d'AMM, les permis d'import parallèle et les permis d'expérimentation,
- s'assurer de la cohérence des décisions par rapport aux décisions antérieurement prises par l'Agence, de leur conformité au droit communautaire et national, notamment en ce qui concerne les mesures de gestion,
- identifier les décisions nécessitant un examen complémentaire par les instances internes de l'Agence et contribuer à l'apport de ces éléments complémentaires,
- assurer le suivi de la signature et de la publication des décisions,
- renseigner le système d'information interne avec tous les éléments permettant d'assurer la traçabilité des dossiers et le suivi des décisions,
- assurer l'archivage des dossiers.

Il pourra bénéficier de l'appui technique des ingénieurs chargés des filières agricoles affectés au sein de l'unité.

Conditions particulières

- Le titulaire de ce poste est soumis à une Déclaration publique d'intérêts*.

* Cette démarche s'inscrit dans le cadre des règles de déontologies de l'Anses. Elles garantissent le respect des obligations notamment d'indépendance et de réserve de ses agents.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC à BAC + 2 souhaité - BTS gestionnaire, assistant de gestion

Expériences similaires

- Expérience professionnelle souhaitée dans l'instruction de dossiers dans le domaine scientifique

Compétences

- Autonomie et rigueur, esprit d'analyse,
- Capacité de travail en commun, facilité de contact et d'intégration au sein d'une équipe
- Réactivité et maîtrise des délais,
- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale,
- Bon niveau d'anglais,
- Pratique de la bureautique courante (traitement de texte et de données, tableur).

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 22 juin 2018

Renseignements sur le poste : Claude VERGNET (claud.vergnet@anses.fr, tel. 01 49 77 21 77)

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) **en indiquant la référence 2018-063 à :** recrutement@anses.fr



Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation

Agence de Services
et de Paiement

Agence de Services et de Paiement
Direction Générale – site de Montreuil
12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 40004
93555 MONTREUIL cedex

SECRETAIRE DE DIRECTION

| | |
|--|--|
| N° du poste : 18381 | |
| Catégorie : B | |
| Cotation parcours professionnel postes catégorie A : sans objet | Groupe RIFSEEP (filière administrative) : 2 |
| Poste vacant | |
| Présentation de l'environnement professionnel | L'Agence de Services et de Paiement (ASP) est un établissement public administratif placé sous la double tutelle du Ministère en charge de l'Agriculture et du Ministère en charge de l'Emploi. L'ASP est le premier organisme payeur européen des aides agricoles de la politique agricole commune (PAC). Elle contribue à la mise en œuvre de politiques publiques européennes, nationales et locales et dispose d'une expertise reconnue dans les domaines de l'ingénierie administrative, de l'instruction, des contrôles, des paiements et des recouvrements. Son siège est réparti sur deux sites (Limoges et une antenne à Montreuil-sous-bois) et comporte un réseau de 17 Directions régionales implantées en métropole et outre-mer. |
| Objectifs du poste | Assurer le secrétariat du PDG, DGD et SG |
| Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter | <ul style="list-style-type: none">- Gestion du courrier arrivée/départ- Suivi spécifique des courriers « sensibles »- Préparation des dossiers de réunions et réservation des salles en liaison étroite avec la DG de Limoges- Suivi du JO, des décisions de nomination ainsi que des décisions internes du PDG- Gestion des fournitures- Saisie des frais de représentation sur SIREPA et des factures voyagistes sur GFD- Effectuer toutes les tâches relevant du secrétariat de la Direction générale : tenue de l'agenda, accueil téléphonique, organisation de réunions, classement |
| Champ relationnel du poste | Direction Générale, Directions du siège et Délégations régionales Ministères, Partenaires institutionnels |

| | | |
|-----------------------------------|---|---|
| Compétences liées au poste | Savoirs : <ul style="list-style-type: none"> - Méthode, organisation, rigueur - Qualités relationnelles, - Discrétion - Disponibilité - Polyvalence | Savoir-faire : <ul style="list-style-type: none"> - Maîtrise des outils bureautiques - Capacité d'initiative - Travail en équipe - Connaissance de l'organisation de l'ASP et de ses métiers |
| Personnes à contacter | <p>M. Stéphane LE-MOING, Président directeur général Tél. 05 55 12 00 17 - courriel : stephane.le-moing@asp-public.fr</p> <p>Mme Claire VINCENTI, Secrétaire générale Tél. 05 55 12 00 27 - courriel : claire.vincenti@asp-public.fr</p> <p>M. Olivier LACOMBE, Directeur des Ressources Humaines Tél. 05 55 12 00 53 – olivier.lacombe@asp-public.fr</p> <p>Céline GADY - conseillère mobilité carrière formation - DRH/Service Emploi Evolution et Compétences Tél : 05 55 12 00 56 mobilite@asp-public.fr</p> | |

La directrice adjointe
à la Direction des Ressources Humaines


Sylvie HOUDRÉ DUBOIS

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute pour sa délégation de rivages Outre-mer un Délégué adjoint (H/F) pour les Rivages français d'Amérique

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, restaure et aménage des espaces du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent et leur richesse écologique et patrimoniale, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui 200 000 ha situés sur le littoral, dont environ le tiers en outre-mer. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », est de protéger environ 320 000 ha. Une partie de la gestion des terrains sous la protection du Conservatoire sont confiés aux collectivités territoriales, à des établissements publics ou à des associations.

Pour réaliser ses missions, le Conservatoire emploie environ 180 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort et dans les dix « délégations de rivages » réparties sur le littoral en métropole et outre-mer. Ces délégations sont chargées, conformément aux orientations nationales, de négocier l'acquisition des terrains, d'assurer la maîtrise d'ouvrage de travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en suivre la gestion.

La délégation Outre-mer, basée en métropole (Paris), coordonne l'action de 6 antennes permanentes situées dans les régions outre-mer. Elle met en œuvre, sous l'autorité de la directrice du Conservatoire, la politique de préservation des rivages de l'outre-mer proposée par les conseils de rivages puis validée par le Conseil d'administration de l'établissement. La délégation Outre-mer anime deux conseils de rivages, l'un pour les rivages français d'Amérique, l'autre pour les rivages de l'Océan Indien, instances composées d'élus des départements, régions ou collectivités uniques.

Description du poste

Sur l'ensemble des Rivages français d'Amérique (Antilles et Guyane)

Le délégué adjoint appuie le délégué et assure sa suppléance sur l'ensemble des missions dans l'aire géographique des rivages français d'Amérique (hors Saint Pierre et Miquelon). Il assure, sous l'autorité du délégué et en relation avec les responsables d'antennes, les relations de proximité avec les acteurs locaux. Il prépare les partenariats institutionnels, notamment avec les collectivités locales auprès desquelles il est régulièrement amené à représenter le Conservatoire.

Il assure, de manière générale, la mise en œuvre des politiques de l'établissement dans son aire d'action et la cohérence des projets avec les orientations stratégiques. Il appuie notamment le délégué dans la programmation des actions et la préparation du dialogue annuel de gestion. Il assure une veille sur les dispositifs financiers mobilisables par le Conservatoire (CPER, programmes opérationnels, ODE...).

Il assure directement le pilotage opérationnel des dossiers définis conjointement avec le délégué lors des entretiens annuels.

Il supervise l'organisation et la préparation des réunions du Conseil des rivages français d'Amérique et assure le relais d'information vers les conseillers de rivages.

Il favorise et organise le travail en équipe à l'échelle régionale en identifiant les compétences spécifiques des agents et les besoins d'appui mutuel tout en mettant en place des projets transversaux.

Enfin, il est l'interlocuteur privilégié du Conservatoire auprès du pôle-relais des zones humides tropicales, implanté dans les locaux du Conservatoire en Guadeloupe.

Sur l'antenne de Guadeloupe

Le délégué adjoint assure l'encadrement des agents de l'antenne de Guadeloupe (5 agents au 1^{er} juin 2018).

Sur ce territoire, il est plus particulièrement chargé des actions suivantes :

- Organisation de l'équipe et suivi général du fonctionnement de l'antenne,
- Représentation locale du Conservatoire du littoral,
- Animation de la section guadeloupéenne du conseil des rivages français d'Amérique,
- Suivi des négociations foncières et affectations de terrains publics,
- Organisation de l'aménagement et de la gestion des sites (70 sites 8 000 ha, une vingtaine de gestionnaires),
- Contacts et partenariats avec les partenaires locaux (communes, services de l'Etat, conseil départemental, conseil régional, parc national, ONF, SAFER...),
- Préparation et suivi des opérations de commande publique en lien avec les services du SG
- Appui à la préparation des dialogues de gestion
- Préparation des dossiers administratifs et financiers des projets,
- Cadrage et mise en œuvre des actions de communication.

Profil et compétences requises

- Formation en ingénierie de l'environnement, géographie ou droit foncier
- Connaissance du fonctionnement des collectivités locales et de l'Etat,
- Capacités managériales éprouvées (expérience souhaitée),
- Aptitude au travail en équipe, en réseau et à distance,
- Maîtrise de la commande publique
- Aptitude à la négociation, notamment avec les élus, et à la conduite de projet,
- Bonne capacité rédactionnelle et de synthèse,
- Esprit d'initiative,
- Expérience en outre-mer souhaitée, notamment territoires français d'Amérique,
- Intérêt pour la sauvegarde et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel,
- Maîtrise des logiciels bureautiques, maîtrise des outils SIG (QGis) appréciée.

Le poste nécessite des déplacements fréquents sur le secteur Antilles-Guyane et parfois en métropole.

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

Le délégué-adjoint est placé sous l'autorité hiérarchique du délégué de rivages pour l'outre-mer. Il exerce par ailleurs une autorité hiérarchique sur les agents de l'antenne de Guadeloupe et une autorité fonctionnelle sur les agents de l'ensemble des antennes des Antilles et de Guyane.

Caractéristiques du poste

Poste de catégorie A ou A+ à temps complet.

Ce poste est ouvert :

- aux fonctionnaires par voie de détachement sur contrat (contrat de détachement de 3 ans) ;
- aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi-statut de l'environnement (Conservatoire du littoral et autres opérateurs de l'environnement)

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Résidence administrative à l'antenne du Conservatoire du littoral à Basse-Terre (Guadeloupe).

Poste vacant à compter du 1^{er} septembre 2018.

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV+ lettre de motivation), accompagnés du dernier arrêté de situation administrative pour les fonctionnaires, sont à faire parvenir au plus tard **le 6 juillet 2018** :

Soit par courrier à :

Madame la directrice du Conservatoire du littoral
Corderie Royale - CS 10137 - 17306 Rochefort cedex - Tél. 05.46.84.72.50

Soit en ligne :

www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi

Renseignements sur le poste :

Alain BRONDEAU, délégué outre-mer (01 44 63 56 72)
courriel : a.brondeau@conservatoire-du-littoral.fr (*aucune candidature ne doit être transmise à cette adresse*)

AVIS DE VACANCE D'EMPLOI à pouvoir à compter du 27 Août 2018
A pourvoir par voie de mutation interne, en position normale d'activité
ou en contrat de détachement
Recrutement ouvert au personnel sous quasi statut

| | |
|-----------------------------------|--|
| Catégorie : | Catégorie B |
| Fonction : | Technicien(ne) Informatique (F/H) |
| Affectation : | Direction des systèmes d'information - Département Assistance et Support |
| Résidence administrative : | Toulouse (31) - Non logé |

La politique des ressources humaines de l'ONCFS
visé à garantir un recrutement respectueux des principes de non discrimination et de diversité.

Contexte

L'Office national de la chasse et de la faune sauvage (ONCFS) est un établissement public administratif de l'Etat dont les missions sont fixées par la loi et peuvent être consultées sur son site internet : <http://www.oncfs.gouv.fr>. L'Office est organisé en services à compétence nationale (les Directions) et territoriale (les Délégations régionales ou interrégionales).

La Direction des systèmes d'information (DSI) prépare et conduit la politique de l'établissement en matière de systèmes d'information afin de prendre en compte les besoins de l'ensemble des structures et de respecter les priorités décidées par le Directeur général et proposées par le Comité de Management des systèmes d'information (CMSI). La politique conduite s'appuie sur un schéma directeur stratégique des systèmes d'information.

Les implantations :

- Paris-Wagram (75) qui accueille La Direction générale, ses missions et la Direction des Ressources Humaines,
- Saint-Benoist (78) où sont situées les 2 Directions opérationnelles (Police, Recherche et Expertise), la Direction Financière, la Direction des Systèmes d'Information et l'Agence comptable,
- Le Bouchet (45) où est situé le Centre de formation de la Direction des ressources humaines.
- 10 Délégations (inter)régionales,
- Environ 90 services départementaux ou interdépartementaux,
- Une dizaine de Brigades mobiles d'intervention (BMI)
- 6 Unités de recherches et d'expertise réparties sur le territoire,
- Soit environ 150 sites.

La Direction des Systèmes d'Information (DSI) est composée de 3 départements, d'un gestionnaire (1 personne), secrétariat (1 personne) :

- Département Assistance à maîtrise d'ouvrage, conduite de projet et support applicatif (3 personnes)
- Cellule développement et SIG (3 personnes)
- Département Infrastructure, réseau, système, sécurité et postes de travail (2 personnes)
- Département Assistance utilisateurs et relations utilisateurs (11 personnes)

Son périmètre d'intervention se décompose comme suit :

- Infrastructures (réseau Lan et Wan, système, SGBDR, postes de travail, unités d'impression y compris copieurs)
- Conduite de projet et support applicatif
- Développement
- Assistance utilisateurs 1er, 2ème et 3ème niveau
- SIG

1 500 postes et 2 petits Datacenter, 14 serveurs applicatifs ou bureautiques sont répartis sur une dizaine de sites, en réseau VPN.

Description de l'emploi

Sous l'autorité hiérarchique du Responsable du département assistance et support, est le gestionnaire du parc informatique (logiciel et matériel de son territoire, à ce titre, est garant de l'inventaire et de la gestion à l'aide du logiciel Pythéas.

Assure l'assistance informatique auprès des utilisateurs et garantit le bon fonctionnement des systèmes d'information de son territoire, est l'interlocuteur local de la DSI ...).

Aura la gestion des serveurs et des serveurs NAS de la région, la gestion des utilisateurs, des postes de travail, tablettes et Smartphones, des sites via l'Active Directory.

Est le garant local de la conformité des systèmes d'information au niveau national.

A également la charge de gérer, en amont le choix des sites pour la partie technique, les déménagements des services au niveau informatique (mise en place de réseau) et téléphonie.

Assure ses missions sur un ensemble de départements représentant environ 150 utilisateurs.

Peut être amené à apporter une assistance ou à intervenir dans d'autres régions.

Activités principales

➤ **Assure une assistance technique de 2ème niveau**

- Identifier les incidents, anomalies (système d'exploitation et réseau compris) et en assurer après la saisie par l'utilisateur ou lui-même dans le cas de problèmes réseau, système.
- Installer et configurer les nouveaux matériels.
- Maintenir et dépanner les matériels (PC, imprimantes, autres terminaux).
- Assurer la liaison avec les autres départements de la DSI et les prestataires pour les remises en ordre de marche des matériels.
- Identifier les incidents sur le réseau ou sur les serveurs locaux et rendre compte au pôle Infrastructure.
- Assurer les sauvegardes et la supervision des serveurs locaux.
- Assurer l'inventaire permanent du parc informatique et logiciel dont il a la responsabilité au sein de Pythéas.

➤ **Assure une assistance bureautique de 1er et de 2ème niveau**

- Identifier les incidents sur les logiciels bureautiques et assister les utilisateurs dans leur résolution.
- Assurer un support aux utilisateurs.
- Détecter les besoins de formation (et les faire remonter à la DSI).

➤ **Assure une assistance logicielle de 1er niveau**

- Assurer l'accompagnement des utilisateurs, dans le déploiement des nouveaux logiciels.
- Identifier les incidents sur les logiciels métiers et assister les utilisateurs dans leur résolution.
- Assurer la liaison avec le département Assistance à maîtrise d'ouvrage (AMOA), conduite de projet et support applicatif pour la résolution des problèmes majeurs.

Conditions particulières d'exercice

Disponibilité,
Déplacements en régions, voire au niveau national sont à prévoir,
Véhicule,
Ordinateur portable,
Téléphone mobile.

Profil attendu

| | |
|----------------------|---|
| Connaissances | Connaissance des principaux services DNS, DHCP et Active Directory des serveurs Microsoft 2008 R2/2012. Connaissance des méthodes de déploiement de masters : création et modification des images Windows personnalisées. Connaissance du poste de travail sous Windows 7/10. Connaissances générales sur la gestion des serveurs (Windows 2008 et 2012) et du réseau. Connaissances solides sur les systèmes d'exploitation des PC, Tablettes, Smartphones. Connaissances de l'architecture physique des PC. Connaissances solides sur les logiciels bureautiques (suite bureautique, messagerie, agenda, etc.). Anglais technique. |
|----------------------|---|

| | |
|---------------------|---|
| Savoir faire | Savoir diagnostiquer et traiter les dysfonctionnements. Savoir communiquer et faire preuve de pédagogie. Respecter les délais et les procédures. Savoir rédiger des procédures. S'adapter aux évolutions technologiques. Travailler de façon autonome dans un cadre défini et rendre compte. Expériences sur l'administration de Windows server 200X et d'Active Directory indispensable. Savoir travailler en mode projet. Garantir au niveau local la PSSI de l'établissement, sur les aspects procédures et sur les aspects techniques de la sécurité. Maîtriser ISO 20000. |
| Savoir-être | Qualités relationnelles, sens de l'écoute et du dialogue, disponibilité, réactivité. Sens du travail en équipe et des relations avec les utilisateurs, les prestataires et les éditeurs. Avoir la culture du « Service Client ». |

Diplôme et expérience

Le candidat devra posséder un titre ou un diplôme classé minimum au niveau III de type BTS ou DUT en informatique.

Une expérience dans l'assistance aux utilisateurs est demandée.

Une connaissance du fonctionnement du monde de la recherche et du domaine de la police serait appréciée.

Contact et modalités pour déposer une candidature

Pour obtenir des renseignements sur le poste

M. Thierry THOMAS - Directeur des systèmes d'information, par téléphone au 01.30.46.60.81 ou par courriel à thierry.thomas@oncfs.gouv.fr

ou

M. Frédéric DEJ, Responsable du département Assistance et Support aux utilisateurs, par téléphone au 04.74.98.31.90 ou 06.25.07.08.36 ou par courriel à frederic.dej@oncfs.gouv.fr

Pour candidater

Les personnes intéressées devront adresser, en indiquant le numéro du présent avis, leur **candidature au plus tard le 2 juillet 2018** - terme de rigueur -, selon les cas :

- en **interne**, à l'aide de l'imprimé spécifique disponible sur intranet, (CV et lettre de motivation joints)

ou

- en **externe**, par lettre de motivation avec curriculum vitae détaillé (et les trois derniers comptes rendus d'entretien professionnel pour les personnels de droit public).

Ces documents sont à envoyer à l'adresse : recrutement@oncfs.gouv.fr

Ou

Sous le timbre suivant :

Monsieur le Directeur Général de l'Office national de la chasse et de la faune sauvage

Direction des Ressources Humaines

85 bis, avenue de Wagram

75017 PARIS.

Ministère de l'agriculture et de l'alimentation

FranceAgriMer (siège)

Secrétariat général / Service Communication

Emploi : Chef(fe) du service Communication

| | |
|--|--|
| N° appel à candidature : 180210 | Catégorie : A |
| Cotation parcours professionnel : 3 | Cotation RIFSEEP G1 (attachés d'administration) |
| Poste vacant | Localisation : Montreuil (93) – Proche métro ligne 1 Saint Mandé |
| Présentation de l'environnement professionnel | <p>FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer sous tutelle du MAA, est l'établissement public de référence en matière d'économie des filières agricoles, agroalimentaires et de la pêche.</p> <p>Ses principales missions consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none">- favoriser la concertation au sein des filières agricoles et de la pêche,- assurer la transparence sur les marchés par la connaissance et l'organisation des marchés agricoles, au travers notamment d'une veille économique,- mettre en œuvre les politiques publiques nationales et européennes de soutien aux filières et aux marchés, ainsi que des soutiens non financiers. <p>Au sein du Secrétariat général, le service Communication est chargé de la représentation institutionnelle de FranceAgriMer et de son image auprès de tous ses publics externes (professionnels, tutelles, relais d'opinion, etc.), et ainsi de sa communication externe, interne et digitale. En relation avec l'ensemble des directions et services, il est également chargé de la fédération de la communauté de travail de l'établissement, au siège et en région.</p> |
| Objectifs du poste | <p>Organiser et superviser l'ensemble de la communication de FranceAgriMer, tant externe qu'interne, ainsi que la mission Relations presse, en particulier dans le cadre du nouveau COP de l'établissement. Ainsi, le/la chef de service, avec ses équipes établira un plan de communication à mettre en œuvre sur les 5 ans du COP visant à :</p> <ul style="list-style-type: none">- développer une image positive et forte de l'établissement ;- assurer l'information des professionnels, des tutelles et des relais d'opinion via tous les outils de communication mis en œuvre (publications, salons, internet, réseaux sociaux, communiqués de presse...) ;- apporter un soutien à la direction des marchés, études et prospective pour valoriser au mieux et le plus largement possible les études et publications de l'Etablissement ;- renforcer la cohésion interne de FranceAgriMer en fédérant les agents autour d'événements et en développant la communication interne à tous les niveaux. Dans ce cadre, une attention particulière sera apportée au développement d'outils facilitant le travail inter directions et la valorisation des relations entre les équipes du siège et celles en région (service territoriaux) <p>Assurer la responsabilité du service et le management des équipes.</p> |
| Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter | <p>- Manager le service et assurer des réunions régulières de partage d'information ; - Superviser l'intranet, les publications internes (<i>Forum</i>, fiches d'information FranceAgriMer, expo filières, etc.), l'organisation des Portes ouvertes et de la fête annuelle, du concours photo... et toute l'activité du pôle Communication interne en l'orientant vers une fédération des agents (siège et régions) et le renforcement d'une</p> |

| | | |
|---|--|--|
| | <p>« culture d'entreprise » ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Veiller à l'actualisation du site internet et à ses évolutions (notamment recette du nouveau site en cours de refonte) ; - Superviser l'organisation de la présence de FranceAgriMer sur les salons auxquels il participe pour les filières, en France et à l'étranger : Salon international de l'agriculture, Sitevi, Vinitech/Sifel, Space, Sommet de l'Elevage, Seafood, etc. - Rédiger des cahiers des charges en vue d'appels d'offres, en assurer le suivi, participer aux commissions de sélection correspondantes ; - Superviser et assurer le suivi des dossiers concernant la communication/publicité de la filière pêche en tant que de besoin, ainsi que l'axe 6 du dossier Écophyto ; - Coordonner les publications (toutes filières) et les relations avec les services sur ce sujet ; - Encadrer le travail des chargées des relations presse, ; ; - Suivre les budgets du service ; - Participer aux réunions du secrétariat général et au comité de direction. | |
| Champ relationnel du poste | <ul style="list-style-type: none"> - Travail en lien avec l'encadrement de FranceAgriMer, sur tous sujets et à tous niveaux, et en lien avec le comité de direction. - Travail en lien avec la Dicom du MAA pour la cohérence des actions MAA/FranceAgriMer. - Lien avec les opérateurs des filières (sur salons). - Travail en lien avec les prestataires pour les marchés passés dans le service. | |
| Compétences requises pour le poste | Savoirs / Connaissances | Savoir-faire / Maîtrise |
| | <ul style="list-style-type: none"> - Bonnes connaissances en termes de communication - Bonnes connaissances de l'établissement, tant de son activité que des collaborateurs qui y travaillent (Montreuil + régions) - Connaissances générales sur les filières et leur environnement économique. | <ul style="list-style-type: none"> - Aptitude au management - Travail en équipe - Connaissance des médias digitaux, des réseaux sociaux et de leurs pratiques - Qualités relationnelles et rédactionnelles - Qualités de rigueur, volonté, énergie, curiosité |
| Personnes à contacter | <p>Isabelle Cenzato, secrétaire générale Tél : 01.73.30.23.41 Courriel : isabelle.cenzato@franceagrimer.fr</p> <p>Christine Avelin, directrice générale Tél : 01.73.30.20.50 Courriel : christine.avelin@franceagrimer.fr</p> | |

La date limite de dépôt de candidature est fixée au vendredi 29 juin 2018